



Union Nationale des Étudiants de France

- Fondée à Lille le 4 mai 1907 ● Reconnue d'Utilité Publique le 16 mai 1929 ● Membre fondateur de l'UIE ●
- Charte de Grenoble 1946, naissance du Syndicalisme Étudiant ● Fondatrice de la MNEF ●
- 59^{ème} Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant ●

Paris, le 19 Décembre 1996

Aux membres du Collectif national

Cher(e) camarade,

Afin que tu puisses le préparer dès à présent, je t'informe que le prochain Collectif National se tiendra les

**Samedi 18 et Dimanche 19 janvier 1997
à partir de 9 heures
à la Bourse du Travail de Pantin
(Métro Hoche)**

Suite que nous donnons à notre festival ; point sur les batailles que nous avons décidé de lancer et impulsion que nous donnons plus particulièrement à celle sur l'aide sociale ; bilan que nous tirons des dernières élections universitaires et résidentielles et préparation de celles qui vont suivre... Si l'ordre du jour n'est pas encore totalement défini, certaines questions s'imposent d'elles-mêmes, et celles-ci, notamment, prendront une place importante dans les discussions. Un courrier plus précis suivra, que tu recevras vraisemblablement pendant les vacances.

D'ici la rentrée, tu auras donc eu connaissance en détail des points abordés, et je t'invite à prévoir dès à présent de réunir les associations et le collectif de ton AGE rapidement après les vacances pour pouvoir en discuter.

De la même manière, je compte sur toi pour assurer ta présence ou celle d'un membre du bureau d'AGE mandaté pour te remplacer lors du CN.

D'ici là, je te souhaite de pouvoir profiter pleinement des quelques jours de répis qui s'offrent à nous et des fêtes qui les accompagnent.

A très bientôt

Amitiés syndicales.

Marie-Noëlle BERTRAND

**Le prochain Collectif national se tiendra les
Samedi 18 et dimanche 19 janvier 1997
à partir de 9h00
à la bourse du travail de Pantin
(M^o Hoche, ligne 5)**

Ordre du jour

Discussion générale : politique universitaire et activité de l'UNEF

Stages diplômants, allocation d'études, semestre d'orientation, tutorat : mettre le débat entre les mains des étudiants et lancer la riposte.

Travailler 9 mois en entreprise en étant payé à 1700 F par mois, que l'on ait bac -2 ou bac +5 : c'est la dernière proposition de Chirac en terme d'insertion professionnelle pour les jeunes. Alors que les commissions de travail mises en place et présidées par Bayrou n'ont pas loin de là, fait part de leurs conclusions, on en est déjà à la 4ème mesure de taille décidée par le gouvernement.

Dès ce mois-ci, il s'agit pour nous de mettre tous les éléments entre les mains des étudiants et de faire valoir les propositions que nous avons déjà élaborées. Et notamment celles issues du mouvement 95 et des débats qui ont lieu depuis lors, tels ceux de notre festival national. D'autre part, avant même la finalisation de la « réforme », besoin est de renforcer dès maintenant la riposte dans l'unité la plus large.

Elections universitaires

Dans ce cadre là, il est important d'utiliser les échéances universitaires comme autant de tremplins pour développer les luttes. Une série d'élections, ont eu lieu lors de ce premier semestre, tandis que d'autres se préparent pour celui qui va suivre: nous nous y pencherons.

78ème Congrès de l'UNEF

Cette question est aussi à considérer dans le contexte social actuel. Nous tenions notre 77ème congrès à Montpellier, en décembre 95. C'était en plein mouvement étudiant et social.

Conformément aux statuts de l'UNEF nous pourrions convoquer et réunir notre 78ème congrès au début du mois de mai prochain.

Celui-ci aurait donc lieu un an et demi après le dernier, au lieu de 2 ans précédemment.

Cependant, pour une série de raisons que je vais énoncer, mai 97 serait plus opportun que novembre ou décembre 97.

1) La première est que cette dernière année est celle d'un fort remodelage universitaire et qu'il est besoin de prendre collectivement le recul nécessaire par rapport à l'ampleur des mesures proposées pour l'Enseignement Supérieur comme d'avoir une riposte à la hauteur.

L'UNEF a été présente sur de nombreux fronts depuis décembre 95 : il ne sera pas vain de rediscuter ensemble de nos analyses, propositions pour l'université, redéfinir notre identité syndicale à l'aube d'un été 97 et d'une rentrée 97/98 qui s'annonce « agitée ».

2) La deuxième raison est plus pragmatique:

Elle attrait au fait que l'année universitaire 97/98 sera celle des élections aux CROUS et du renouvellement du CNOUS et CNESER. Tenir notre congrès un an avant nous permettra de préparer ses échéances avec plus de sérénité.

3) La troisième raison tient à une question de cadres :

Le 4 mai prochain, l'UNEF fêtera ses 90 ans. Cet événement nous trouvons important de le célébrer de façon conséquente comme nous avons tenu à célébrer l'an passé les cinquante ans de la charte de Grenoble.

Cela n'implique pas la tenue d'un congrès ; mais peut revêtir une autre forme. Tenant à une commémoration « active » qui tienne d'abord de l'actualité universitaire, nous avons d'abord pensé à une conférence nationale.

Cependant, un certains nombres de dirigeants nationaux de l'UNEF parmi lesquels Marie-Pierre VIEU, la présidente de notre syndicat, ayant émis le souci de quitter leurs responsabilités lors de cette échéance, il nous apparaît aujourd'hui plus démocratique que cette question de cadres soit discutée et tranchée en congrès national. Je tiens à rappeler qu'il a suffisamment été reproché au BN de l'époque que Bob INJEY, puis Marie-Pierre VIEU soient élus à la présidence de l'UNEF lors de collectifs nationaux. C'est pourquoi le BN actuel de l'UNEF a la volonté que la question des directions, comme toutes celles inhérentes à la vie du syndicat, soit entre les mains de tous nos adhérents. Au CN de prendre sa décision !



Union Nationale des Étudiants de France

- Fondée à Lille le 4 mai 1907 ● Reconnue d'Utilité Publique le 16 mai 1929 ● Membre fondateur de l'UIE ●
- Charte de Grenoble 1946, naissance du Syndicalisme Étudiant ● Fondatrice de la MNEF ●
- 59^{ème} Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant ●

Aux membres du Collectif national.

Paris, le 07.01.97.

Cher(e) camarade,

Réussite dans tes études, succès dans tes projets et dans tout ce que tu as décidé de faire de ta vie : c'est en te souhaitant ce qu'il y a de mieux pour cette nouvelle année que je tiens, au nom de tout le secrétariat national, à débiter ce courrier. En bref : bonne et heureuse année 1997 !

Mais après tous ces voeux, l'enchaînement n'est pas facile à faire sur ce qui nous attend en cette rentrée. On connaissait déjà les propositions gouvernementales concernant le statut social étudiant, le semestre d'orientation et le tutorat. Voici maintenant que Chirac annonce la mise en place en septembre prochain de ce qu'il nomme les « stages diplômants », d'ores et déjà rebaptisés CIP-bis. Nouvelle attaque, qui vient s'ajouter à la liste déjà longue de toutes celles contre lesquelles nous ripostons.

Mais 1997 marque aussi le 90^{ème} anniversaire de notre syndicat qui est né à Lille le 4 mai 1907, et cet événement, nous entendons bien le célébrer dans la lutte. Tout d'abord, bien sûr, en faisant grandir les batailles que nous avons engagées, en donnant suite au festival et en faisant vivre les propositions qui en sont ressorties. Ensuite, en marquant d'une initiative d'ampleur début mai l'événement. Au vu de l'actualité de ces deux dernières années, de l'évolution de notre orga, la proposition a émergé de tenir notre 78^{ème} congrès national à ce moment là. A ce jour et après consultation individuelle de l'ensemble des membres du bureau national cette proposition semble convenir. Il va sans dire que c'est le CN du 18 janvier prochain qui prendra ou pas cette décision.

Ce CN, tu l'auras compris, revêt alors une importance toute particulière. Pour cette raison, et parce que nous voulons rendre notre activité encore plus publique, nous proposons de tenir une conférence de presse au sortir du CN qui annonce en grand les batailles que nous lançons et événement (congrès ou autre) qui marquera les 90 ans de notre syndicat. C'est également pour cette raison que je t'appelle à faire ton possible pour que ton AGE y soit représentée, et qu'une fois de plus, je compte activement sur ta présence.

Amitiés syndicales.

Marie-Noëlle BERTRAND
Secrétaire Générale de l'UNEF

**Le prochain Collectif national se tiendra les
Samedi 18 et dimanche 19 janvier 1997
à partir de 9h00
à la bourse du travail de Pantin
(M° Hoche, ligne 5)**

Ordre du jour

Discussion générale : politique universitaire et activité de l'UNEF

Stages diplômants, allocation d'études, semestre d'orientation, tutorat : mettre le débat entre les mains des étudiants et lancer la riposte.

Travailler 9 mois en entreprise en étant payé à 1700 F par mois, que l'on ait bac -2 ou bac +5 : c'est la dernière proposition de Chirac en terme d'insertion professionnelle pour les jeunes. Alors que les commissions de travail mises en place et présidées par Bayrou n'ont pas loin de là, fait part de leurs conclusions, on en est déjà à la 4ème mesure de taille décidée par le gouvernement.

Dès ce mois-ci, il s'agit pour nous de mettre tous les éléments entre les mains des étudiants et de faire valoir les propositions que nous avons déjà élaborées. Et notamment celles issues du mouvement 95 et des débats qui ont lieu depuis lors, tels ceux de notre festival national. D'autre part, avant même la finalisation de la « réforme », besoin est de renforcer dès maintenant la riposte dans l'unité la plus large.

Elections universitaires

Dans ce cadre là, il est important d'utiliser les échéances universitaires comme autant de tremplins pour développer les luttes. Une série d'élections, ont eu lieu lors de ce premier semestre, tandis que d'autres se préparent pour celui qui va suivre: nous nous y pencherons.

78ème Congrès de l'UNEF

Cette question est aussi à considérer dans le contexte social actuel. Nous tenions notre 77ème congrès à Montpellier, en décembre 95. C'était en plein mouvement étudiant et social.

Conformément aux statuts de l'UNEF nous pourrions convoquer et réunir notre 78ème congrès au début du mois de mai prochain.

Celui-ci aurait donc lieu un an et demi après le dernier, au lieu de 2 ans précédemment.

Cependant, pour une série de raisons que je vais énoncer, mai 97 serait plus opportun que novembre ou décembre 97.

1) La première est que cette dernière année est celle d'un fort remodelage universitaire et qu'il est besoin de prendre collectivement le recul nécessaire par rapport à l'ampleur des mesures proposées pour l'Enseignement Supérieur comme d'avoir une riposte à la hauteur.

L'UNEF a été présente sur de nombreux fronts depuis décembre 95 : il ne sera pas vain de rediscuter ensemble de nos analyses, propositions pour l'université, redéfinir notre identité syndicale à l'aube d'un été 97 et d'une rentrée 97/98 qui s'annonce « agitée ».

2) La deuxième raison est plus pragmatique:

Elle attrait au fait que l'année universitaire 97/98 sera celle des élections aux CROUS et du renouvellement du CNOUS et CNESER. Tenir notre congrès un an avant nous permettra de préparer ses échéances avec plus de sérénité.

3) La troisième raison tient à une question de cadres :

Le 4 mai prochain, l'UNEF fêtera ses 90 ans. Cet événement nous trouvons important de le célébrer de façon conséquente comme nous avons tenu à célébrer l'an passé les cinquante ans de la charte de Grenoble.

Cela n'implique pas la tenue d'un congrès ; mais peut revêtir une autre forme. Tenant à une commémoration « active » qui tienne d'abord de l'actualité universitaire, nous avons d'abord pensé à une conférence nationale.

Cependant, un certains nombres de dirigeants nationaux de l'UNEF parmi lesquels Marie-Pierre VIEU, la présidente de notre syndicat, ayant émis le souci de quitter leurs responsabilités lors de cette échéance, il nous apparaît aujourd'hui plus démocratique que cette question de cadres soit discutée et tranchée en congrès national. Je tiens à rappeler qu'il a suffisamment été reproché au BN de l'époque que Bob INJEY, puis Marie-Pierre VIEU soient élus à la présidence de l'UNEF lors de collectifs nationaux. C'est pourquoi le BN actuel de l'UNEF a la volonté que la question des directions, comme toutes celles inhérentes à la vie du syndicat, soit entre les mains de tous nos adhérents. Au CN de prendre sa décision !



Union Nationale des Étudiants de France

- Fondée à Lille le 4 mai 1907 ● Reconnue d'Utilité Publique le 16 mai 1929 ● Membre fondateur de l'UIE ●
- Charte de Grenoble 1946, naissance du Syndicalisme Étudiant ● Fondatrice de la MNEF ●
- 59^{ème} Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant ●

Cher camarade,

Tu trouveras ci-joint le rapport que j'ai présenté lors du Collectif National des 18 et 19 Janvier derniers. Au vue de l'actualité chargée qu'il se proposait de mettre en éclairage, il me paraît important que tu en fasses un compte rendu exhaustif dans ton AGE et ton suivi (quand tu en as un).

De plus, la discussion a permis de faire avancer un certain nombre de décisions que nous avons prises.

1- Au sujet des questions universitaires, nous avons décidé d'éditer un quatre pages sur la réforme Bayrou pour y faire état des premières propositions du ministre en matière d'aide sociale, rénovation des 1ers cycles mais aussi financement des universités et stage...Celui-ci doit nous permettre d'informer les étudiants et d'enclencher sous *toutes ses formes* (AG de filières, rassemblements devant les CROUS...). Il sera disponible dans les AGE pour le **1er Février**.

De plus, F.Bayrou venant d'achever son rapport d'étape en vue de sa réforme, l'UNEF doit rencontrer le ministre le mardi 28 Janvier à 16h. Un compte rendu de la rencontre te sera fait aussitôt. N'hésite pas à appeler de ton côté!

2- Sur la campagne de renforcement de l'UNEF; un inter-facs est prévu dès les vacances de Février. Il s'agit de s'entraider entre AGE pour créer des assos UNEF dans les facs ou secteurs où le syndicat n'existe pas, le développer là où il est encore faible. De plus, cette initiative peut permettre de multiplier les liens entre universités d'un même CROUS, d'une même région pour décider ensuite des campagnes communes. Pour faciliter la démarche, fais connaître dès que tu peux tes dates de vacances de ton université. (Appelle Karine)

3- Sur le 79ième congrès de l'UNEF. Il se tiendra donc cette année universitaire, les 1,2,3 et 4 Mai (le lieu est encore à déterminer, la proposition a été faite à l'AGE de Lille.)

Pour le préparer, deux textes seront à la disposition des adhérents de l'UNEF:

- un texte court d'orientation syndicale
- un texte d'analyses et de propositions de l'UNEF.

Les deux textes seront amendables. Le premier sera discuté directement en séance plénière, le deuxième en commissions du congrès avec compte rendu en séance plénière et vote sur les propositions litigieuses. Ces textes seront à la disposition des AGE le **1er Mars**.

RAPPORT AU C.N.

Samedi 18 janvier et
dimanche 19 janvier 1997
A PANTIN

*Rapporteur : Marie-Pierre VIEU
Présidente*

- INTRODUCTION -

Je tiens d'abord au nom du BN de l'UNEF à vous présenter nos meilleurs voeux pour 97 et vous souhaiter santé, réussite dans les études, réussite personnelle aussi, souhaitons nous encore de bien travailler ensemble et d'être utiles au mouvement étudiant.

La remarque n'est pas vaine alors que l'année vient de s'ouvrir sur une actualité sociale et universitaire décuplée :

- C'est le président de la république en personne qui quelques jours avant Noël lance l'offensive en réactivant la proposition du CNPF de mettre 70.000 stages diplômants ciblant les jeunes du bac - 2 ou bac + 5 ; une mesure qui d'emblée rappelle fortement le CIP et donne le ton quant au sommet social sur l'emploi des jeunes qui doit avoir lieu le 10 février prochain.

S'agissant de François Bayrou, en bon tacticien il tente de rassurer son monde et ce sont alors D.Laurent et R.Fauroux (excusez du peu et notez les références) qui remontent au créneau en expliquant que "c'est ça ou le chômage !"

- Comme si cela ne suffisait pas: le ministre de l'éducation profite de la sortie du rapport Cieutat qui fait état du caractère inégalitaire du système d'aide sociale actuel (notamment du fait que la ½ fiscale profite autant aux familles les plus aisées qu'aux familles les plus démunies et qu'il y a un manque flagrant de prise en compte des classes moyennes) pour justifier d'une refonte complète de ces aides sur fond d'économie budgétaire et de casse des CROUS.

Ces 2 exemples viennent prouver alors si besoin était de la cohérence de la réforme de l'Enseignement Supérieur que nous promet le gouvernement et des risques de sélection et d'exclusion qu'elle engendre pour des milliers d'étudiants.

Le moment est donc opportun pour accueillir la riposte contre ces projets et ce CN doit nous aider à mieux prendre en compte cette actualité pour une riposte adéquate de l'UNEF.

De plus, comme une actualité ne va jamais toute seule, je vous propose d'en ajouter une autre : c'est de décider d'une grande initiative de l'UNEF, d'analyse, réflexion, d'activité de notre syndicat, qui coïnciderait avec les quatre vingt dix ans de notre organisation, je vous rappelle que l'UNEF est né le 4 mai 1907 à Lille. Nous pourrions tenir à ce moment là - le BN a appuyé ce choix - le 78ème congrès de l'UNEF, j'y reviendrai plus avant dans mon rapport.

I MAIS COMMENÇONS D'ABORD PAR LA REFORME BAYROU.

Pour ce qui est du calendrier, c'est au printemps, en mars plus précisément que le ministre annoncera les premières mesures de sa réforme. Pour l'heure, il fera un rapport d'étape sur les commissions de travail, fin janvier.

D'ores et déjà, cependant on peut cibler quelques lignes forces de son projet.

1) *La première est que F. Bayrou l'a annoncé, « cette réforme se fera à moyens constants »* : le comblage de l'urgence budgétaire n'est pas à l'ordre du jour avec les conséquences que cela implique sur la nature même de la réforme. Pour rappel la coordination étudiante de Novembre et Décembre 95 exigeait 4 milliards de francs de crédits d'urgence, une loi de programmation budgétaire (50 milliards sur 5 ans), la réquisition des facs Pasqua ; la réponse ministérielle s'inscrit donc contre le développement du service public d'E-S.

2) *La 2ème ligne force est que F. Bayrou ne se contente pas d'asphyxier les universités, mais propose des modifications structurelles profondes dans l'Enseignement Supérieur.*

- Sur l'aide sociale d'abord :

Partant du constat que le système actuel est inégalitaire (je l'ai dit en introduction le rapport Cieutat oppose en particulier les 6 milliards de frs consacrés aux bourses d'E-S aux 9 milliards d'exonération fiscales), F. Bayrou propose de globaliser les aides en une Allocation Sociale d'Etudes. Au passage il redéfinit les critères d'attribution ; cette ASE serait attribuée sur critères sociaux, non plus sur les revenus de la famille, mais sur la base de ceux de l'étudiant. De plus il fait de l'autonomie un argument contre la justice sociale ; en effet pour le calcul de l'allocation tous les revenus de l'étudiant compteraient, en particulier ceux des jobs. Ou pour résumer le salariat étudiant serait banalisé comme source de revenu, et l'étudiant salarié considéré presque comme un privilégié.

- Et le ministre ne s'arrête pas là :

Il décide sciemment de ne pas répondre à l'urgence des oeuvres (pour le parc logement et les R U. il est besoin de 5 à 6 milliards immédiatement). De même pour lutter contre le manque de lisibilité des organismes gérant les aides, il propose de créer un guichet social unique. C'est aux missions même des CROUS, à leur existence qu'il s'en prend (la CPU a la même position) et préférerait passer la gestion des oeuvres sous tutelle des universités. A moyen terme la casse de l'aide sociale est consommée.

- Sur le Deug :

Là aussi, il faut prendre conscience de l'enjeu qui se joue : c'est un étudiant sur deux qui quitte l'université en 1er cycle. Là réside un noeud de la politique universitaire.

- La 1ère chose que je pourrais dire est que ici les économies budgétaires vont peser : le ministère entend en particulier remplacer les départs en retraite des profs, mais non pas de pourvoir aux besoins d'encadrement en créant de nouveaux postes d'enseignants chercheurs. La rénovation des Deug paraît alors déjà difficile.

- Le gouvernement va au delà : le Deug se constituerait 4 semestres dont 1 consacré à mieux s'orienter (lutte contre l'échec en 1er cycle) et un autre pourrait se faire sous forme de préprofessionalisation (cette configuration, on l'a déjà rencontrée lors du projet Jospin en 92). L'actualité, pour peu que l'on lise entre les lignes montre que Bayrou veut aller plus loin.

- Trois mois de "méthodologie" en début de 1er cycle avec au bout, commission ou examen pour réorientation: en soi c'est remettre en cause la ligne inscription à l'université.

- D'autre part vient s'imbriquer la question des stages diplômants. Quand F. Bayrou affirme qu'ils se dérouleront avant la validation des diplômes, qui garantie qu'ils ne seront pas une réponse pour les étudiants en échec ? Qu'au terme des trois mois de méthodologie ils ne se substitueront pas à un diplôme ? (3m + 9m = 1 an).

Je vous renvoie au rapport Laurent et à sa proposition des IUR (instituts Universitaires Régionaux). Ils auraient permis de délivrer "une formation alternée d'une durée minimale de 3 mois pour partie dans un établissement scolaire, pour partie dans une entreprise". Mais alors qu'ils ciblaient des bacs pro et technologiques, les stages qualifiants ciblent les formations générales.

- Le risque est le même en 2ème et 3ème cycle ; c'est à dire développement de l'alternance et indexion du contenu des formations sur les objectifs du CNPF, casse des diplômes nationaux.

3) La 3ème ligne force, est qu'avec "ces stages diplômants" Bayrou et le CNPF s'en prennent à l'insertion professionnelle et accélèrent la précarité des jeunes diplômés.

En effet, qu'il ait lieu avant ou après la validation du diplôme, un stage rémunéré à 1.700 francs par mois, durant entre 3 et 9 mois sans garantie d'emploi au bout : c'est un contrat au rabais qui renforce la flexibilité de l'emploi dans les entreprises.

On voit bien alors la force de Bayrou : c'est d'avoir un projet cohérent de remodelage, sans avoir besoin de formaliser institutionnellement sa réforme mais aussi de s'appuyer sur des problèmes réels ; l'aspirations des étudiants à plus de justice sociale, une formation en prise avec l'emploi qui sont exprimés dans le mouvement l'an passé pour mieux les dévoyer.

- Pour nous, il s'agit d'informer, permettre aux étudiants de maîtriser tous les éléments du débat, enclencher avec eux la riposte à partir de ce qu'ils vivent et leur montrer l'ensemble du projet pour le contrer.

Déjà d'ailleurs des ripostes grandissent, beaucoup sur le manque de moyens. Lors du dernier CN on avait évoqué la lutte des résidents à Metz ; c'est encore à Montpellier, Lille, P11 et Antony que l'aide sociale a été au centre de mobilisations étudiantes. A l'IUT B de Lille des avances sur bourse ont été ainsi débloquées, à Lille 3 l'UFR d'anglais est en grève.

C'est cette semaine un mouvement qui se développe en IUT sur les questions de manque sur les dotations budgétaires : l'IUT de Fontainebleau était en manif mercredi, à P12, 600 étudiants réunis en A.G. jeudi ont voté le principe de la grève pour toutes les après-midi de la semaine prochaine afin d'obtenir les 4 millions de francs manquant à leur budget.

Toutes ces actions, continuons à les favoriser voir les faire naître. Pour cela l'UNEF pourrait :

- Université par université, quand cela est possible UFR par UFR, dresser le bilan au terme du 1er semestre et en particulier faire le bilan financier à l'aune des crédits obtenus après le mouvement de Novembre et Décembre 95, appeler à des A.G. pour prendre des décisions, et informer sur les propositions Bayrou chaque fois que c'est possible (un 4 pages va sortir pour y aider).

- Poursuivre le SOS aide sociale, lui donner un caractère massif (débloquer les fonds des CROUS, multiplier les demandes bourses avant le 1er avril).

- Accélérer la bataille sur les étudiants étrangers avec la volonté d'aller là aussi vers des rassemblements de préfecture.

Enfin, l'actualité fait que nous avons travaillé à démultiplier les positions unitaires sur la (réforme Bayrou et les stages diplômants. Un intersyndicale E-S recherche s'est tenue mercredi et a adopté un communiqué commun sur ces questions.

D'autre part, des délégations de l'UNEF ont rencontré ces derniers jours la FAGE, le SNESUP, la FSU et hier la CGT. Au delà des échanges formels, par 2 fois des propositions communes d'action ont émergé.

- Avec la CGT, celle mi février (pour coïncider avec le sommet sur l'emploi des jeunes) de cibler des initiatives locales communes en direction d'étudiants salariés dans les entreprises, avec le charte des stages sur cette question ou pour gagner l'embauche de jeunes diplômés.

- La FSU quant à elle nous a fait la proposition de co-organiser une manifestation nationale en mars sur la formation et l'emploi des jeunes. La FEN, le SGEN CFDT, la FCPE ont déjà donné leur accord de principe. Il nous appartient ici de donner ou non celui de l'UNEF ; dans le rapport de force et quand on sait que c'est en mars que Bayrou doit dévoiler ses propositions, une mobilisation massive peut être déterminante (cf 16 janvier 94)

II L'INTERVENTION DE L'UNEF

Lors du dernier CN, nous décidions d'être offensifs par une série de batailles avec entre autre celles pour l'exonération des droits d'inscription, et le remboursement des frais illégaux, le SOS TD, le SOS aide sociale. Avec l'actualité Bayrou et sa note d'étape de la réforme pour la fin janvier, il s'agit bien de les tenir et de les amplifier, de permettre à tous les étudiants de compter dans le débat, leur donner les moyens de riposter tout de suite.

Cela se passe par plusieurs choses :

Tout d'abord commencer à gagner tout ce qui peut l'être notamment en terme d'aide sociale.

Ensuite leur permettre de donner plus de force à leur intervention en s'organisant à l'UNEF.

a) Toutes les batailles quotidiennes (que ce soit sur l'aide sociale, nos conditions d'études ...) sont pour nous le meilleur moyen d'avoir le débat sur l'enseignement supérieur. Bayrou fait tout pour éloigner au maximum la discussion sur la réforme des préoccupations immédiates des étudiants.

Les commissions pourraient alors apparaître comme étant un débat de spécialistes; c'est donc bien en prenant des initiatives concrètes, à partir de ce qu'on vit sur nos campus que nous ferons grandir des exigences en matière de réforme. Cette démarche, c'est notre spécificité.

Alors que beaucoup d'autres décident d'attendre la rentrée prochaine, l'UNEF peut être l'organisation qui replace le débat entre les mains des étudiants.

Donner la parole aux étudiants et leur permettre de gagner, tout démontre que ce n'est pas un vœu pieu.

Alors que Bayrou aspire à restreindre l'accès à l'université ce sont des milliers d'inscriptions arrachées en juillet et septembre derniers.

Alors que l'heure est à la restriction budgétaire, ce sont des postes et des moyens supplémentaires arrachés par les staps.

Et alors que Bayrou veut reformer l'aide sociale à budget constant, ce sont les étudiants de Lille qui obtiennent la révalorisation de l'ALS et la création d'un poste d'AS.

Depuis le mouvement dernier, la liste est longue de tout ce qui a été obtenu en créant le rapport de force nécessaire.

Autant de luttes qui ont permis d'engager le débat sur l'enseignement supérieur.

Le festival que nous avons tenu le mois dernier confirme ce rapport de force, de l'envie de débattre et d'agir des étudiants.

Ce constat nous l'avons d'abord fait dans sa préparation :

Nous le disions lors du dernier CN, "cette initiative tombe au bon moment, en phase avec les préoccupations des étudiants".

L'accueil qu'a reçu le festival sur les facs en est révélateur. Chacun pourra revenir sur la manière dont il l'a préparé dans son AGE mais d'ores et déjà on peut se réjouir d'une préparation très publique.

Le nombre de tracts diffusés, d'interventions en amphi, de tenue de tables, de halls... en ont fait un réel événement. C'est ainsi à partir du festival que l'UNEF a pu déposer une liste aux élections de P.9 Dauphine et a obtenu un élu au CA.

D'autre part, et là aussi chacun pourra y revenir, ce festival a partout été préparé en lien avec l'actualité sur la fac, les questions spécifiques posées dans les filières.

Ce sont des étudiants en Staps de Toulouse qui y participent pour avoir le débat sur le contenu de leur formation.

Ce sont des étudiants africains de Marseille qui souhaitent venir témoigner de leur lutte et qui rejoignent l'UNEF.

Ce sont encore des étudiants en art de P8, en lettres de P10 qui viennent rencontrer des auteurs et débattre de l'accès à la culture.

- Et ceci expliquant cela, nous sommes nombreux et ce pour des raisons très diverses à nous retrouver le 7 décembre.

A 15 heures on comptait déjà plus de 500 entrées payées, plus de 700 à 17 heures et ce sont 1.034 étudiants qui passeront sur la journée : 809 entrées parisiennes et 225 pour la province. 760 ont participé à la pièce de théâtre.

Incontestablement, cette initiative s'est inscrite en phase avec les étudiants, leur envie de débattre et ce sur toutes les questions, directement ou non en lien avec leurs études.

De l'aide sociale à la réforme de l'université, en passant par la littérature, l'international, l'insertion professionnelle... tous les débats ont suscité l'intérêt.

Cette initiative a réellement été prise comme un tout, du 1er débat jusqu'à la pièce de théâtre

- Sur le contenu des débats, l'organisation de la journée, des critiques ont été faites, avec notamment le sentiment de ne pas avoir été assez loin dans les propositions, d'avoir eu des discussions trop courtes.

C'est donc bien l'idée que ce festival appelle à des initiatives nouvelles .

Déjà, des assises sur l'aide sociale sont prévues à Toulouse et un débat se prépare à Lille sur l'insertion professionnelle.

- Ainsi, à partir des premières commissions sur la réforme, des discussions du festival et de nos propositions, un quatre pages est en cours de réalisation. Il s'agit d'informer les étudiants leur permettre de donner leur avis et de mettre en débat nos propositions.

Par ailleurs, pourquoi ne pas envoyer aux étudiants présents le 7 décembre une lettre pour leur livrer le bilan des discussions et les appeler à poursuivre l'action en s'organisant à l'UNEF ?

Dans, une période où Bayrou entend consulter la communauté universitaire, 1.000 étudiants qui se retrouvent pour débattre, proposer et tout de suite engager l'action, ça compte dans le rapport de force : allons alors au bout de notre démarche.

Un rendez-vous est pris avec le ministre : nous pourrions à cette occasion lui déposer les synthèses des débats.

b) Conditions d'étude, aide sociale, il y a urgence, à gagner tout de suite ce qui peut l'être, urgence à obtenir la bonne réforme pour l'université.

Dans la filière, la cité-U, le campus, nous avons besoin d'être plus nombreux à nous organiser, à réfléchir ensemble.

Là aussi il y a urgence.

Donc dès ce mois ci, nous proposons au CN de lancer une campagne de "syndicalisation".

Lors du mouvement dernier, les étudiants exprimaient leur exigence de ne laisser personne décider à leur place, c'est aussi valable pour l'UNEF.

Il ne s'agit donc pas de rassembler les étudiants autour de nous, de nos propositions. Au contraire, faisons de l'UNEF le véritable outil pour leur permettre de décider et d'agir en fonction de ce qu'ils vivent.

Là aussi, ce n'est pas un vœu pieu :

SOS inscription, réunion de prérentrée, vote national, festival... ce sont déjà des milliers de contacts pris, d'expériences partagées.

Si nous leur proposons de se syndiquer, nous serions alors plus de 10.000.

Le renforcement nous pouvons en faire une bataille à part entière de l'UNEF, un moyen de la riposte.

Il s'agit de proposer massivement et publiquement au plus grand nombre d'en finir avec nos conditions de vie et d'étude et donc tout de suite dans la filière, la cité-U de s'organiser pour le faire.

L'association UNEF doit alors être un lieu de proximité, permettant à chacun d'être mieux étudiants, de décider de ses priorités.

Trop souvent, l'activité de l'UNEF repose sur les plus "militants", ceux qui passent le plus au local.

Au contraire, n'avons nous pas à donner plus de place à nos assocs, à les renforcer massivement et en partant des priorités dans la filière en faire l'association de tous les étudiants de l'UFR ?

Il s'agit alors de réfléchir à des initiatives de renforcement à proprement parler.

Dans une filière on pourrait par exemple, proposer aux étudiants de rejoindre l'UNEF et tout de suite leur donner le rendez-vous de la prochaine réunion et le matériel de l'UNEF pour mettre notre activité directement entre leurs mains.

De la même manière, dans les filières ou facs où l'UNEF est absente, leur proposer de se retrouver pour constituer l'assos STAPS, IUT, Médecine....

Et de s'adresser aux étudiants avec lesquels on a déjà pris contact lors des initiatives précédentes. Par exemple, comment recontacter les 80 étudiants présents aux réunions de pré-rentree à Paris 4, les 200 étudiants de Paris 8 présents au festival et d'une manière générale tous les SOS inscriptions ?

Avec eux, un premier pas a été fait, des premières initiatives ont été engagées.

Décidons alors de les recontacter tous, par le biais d'un courrier, de tous téléphoniques... pour leur proposer de s'organiser et les inviter à prendre part à la préparation des prochaines batailles. Et pour cela, donnons leur, toutes les informations que nous tenons à savoir les comptes rendus des commissions Bayrou, du festival...

Pour nous aider dans ces initiatives, nous pourrions réfléchir à un matériel spécifique où l'UNEF se montre telle qu'elle est avec ses qualités, ses manques mais avec une certitude : celle que nous avons besoin d'être plus nombreux à nous organiser pour compter et être mieux étudiant.

III UN 78EME CONGRES DE L'UNEF ?

a) Des questions de renforcement et d'organisations de l'UNEF à toutes les autres inhérentes à notre identité syndicale il n'est qu'un pas à faire.

Je crois que depuis notre dernier congrès qui avait lieu en décembre 95 à Montpellier les évènements se sont succédés :

- Je rappelle que le congrès lui même a eu lieu au terme d'un mouvement étudiant et social où l'UNEF a pris une place inédite, mouvement qui a été lui même inédit et neuf quant aux exigences qu'il mettait à jour et aux convergences réalisées avec leurs limites il va s'en dire et les victoires obtenues.
- Je rappelle ensuite qu'il y a eu les élections aux CROUS et au CNESER avec une progression significative de notre syndicat et une victoire électorale de l'UNEF ID, avec toutes les questions que cela a soulevé dans notre organisation ; réflexions sur la radicalité, volonté aussi de nous adresser plus explicitement à l'ensemble des étudiants, le projet du Festival est né aussi de cela.

Je rappelle enfin que se sont mise en place les E.G. Bayrou (discours à la Sorbonne au mois de juin ; dont nous avons condamné la logique) sur fond de luttes cet été avec les sans facs et les sans papiers confirment l'état d'esprit neuf que nous sentions dans le mouvement Novembre et Décembre 95.

La rentrée 97/98 s'est faite dans ce contexte, l'UNEF y a pris l'initiative d'un festival étudiant qui a été un franc succès (je l'ai déjà évoqué). Cela nous amène à aujourd'hui et au fait qu'il apparait au Bureau National de l'UNEF important de se retrouver avant le mois d'octobre pour prendre du recul, examiner collectivement nos analyses, propositions, démarche syndicale, renforcer l'UNEF avant même que les propositions Bayrou soient effectuées et que nous rentrions dans une année universitaire marquée par des échéances fortes, universitaires comme politiques.

b) Notre histoire nous fournit une date propice à cela. Je l'ai soulignée en introduction , nous fêterons en effet les 90 ans de notre syndicat le 4 mai prochain. Et il est important comme nous avons comémoré l'an passé, les 50 ans de la charte de Grenoble en coorganisant un colloque avec Ressay et l'UNEF ID, de marquer le moment où de fédération, de corpos, notre organisation et devenue une Union Nationale.

Il est en même temps clair que ce rappel, ce plongeon dans notre passage n'aura de valeur que s'il nous renvoie à l'UNEF d'aujourd'hui et à celle de demain, que face aux coups qui nous sont portés actuellement, l'initiative que nous tiendrons soit dynamique, participe à la riposte.

c) Dans ce cadre là le Bureau National a évoqué deux alternatives :

- soit tenir en mai prochain une conférence nationale qui pourrait ouvrir la préparation du 78ème congrès de l'UNEF.
- soit carrément tenir le 78ème congrès de l'UNEF en Mai prochain.

Pour une série de raisons c'est la deuxième solution qui nous est parue la plus simple. Ces raisons, les voici

- la 1ère c'est que nous avons craint la multiplication des initiatives nationales et le fait que cela finisse par être plus une charge qu'une dynamique financièrement et d'un point de vue militant pour les AGE, je récapitule mais après le festival, tenir deux initiatives, en mai puis en Novembre ou Décembre équivaldrait à demander 3 fois en un an un effort à la province.

- la 2ème c'est qu'entre le CN et le congrès nous avons peur qu'il y ait redite et que finalement par ce biais là nous minimisions les enjeux du congrès national.

- la 3ème qui est très liée à la 2ème, c'est que nous avons d'autant plus ce souci là que certains dirigeants nationaux dont moi même ont émis le souhait de quitter leurs responsabilités lors de l'année universitaire 97/98 (je rappelle ici que Tania Brun a abandonné ses fonctions de secrétaire nationale en décembre 96, étant aujourd'hui salariée), qu'il est donc un risque en tenant un congrès en Décembre, que nous nous retrouvions à ce moment là privé en partie d'un débat de cadres que nous aurions eu six mois avant.

Ces 3 raisons font donc pencher le secrétariat national pour le choix d'un congrès en mai prochain (ce pourrait être les 1, 2, 3, et 4 mai).

* Je sais que le délai peut apparaître court en terme de préparation. Je tiens cependant à rappeler que cela nous laisse trois mois et demi soit deux fois plus que le délai de préparation du congrès de Montpellier

D'autre part, je pense que le facteur déterminant de réussite d'une telle initiative sera le nombre d'adhérents qui s'impliqueront dans sa préparation. Peut-être nous faut il réfléchir alors dans plusieurs directions pour cela :

- Donner un poids au BN et CN dans la préparation : pour aider à la vie de la tribune de discussion, à la préparation financière, aux suivis des congrès locaux
- Favoriser le débat avec un texte court qui pose des questions, soit propédeutique à la réflexion et aboutisse à un texte plus long à l'issue du congrès.

- S'appuyer sur une période de renforcement pour élargir le nombre d'étudiants engagés dans la préparation de l'initiative.

Réfléchir sur la forme même du congrès.

Ce débat n'est pas à trancher là ; aujourd'hui, nous n'avons qu'à décider ou pas de la tenue d'un congrès en Mai.

CONCLUSION :

Je conclurai donc ce rapport une fois de plus, en soulignant que nous allons avoir beaucoup de travail. J'ajouterai qu'il va nous falloir être particulièrement actif, vigilant, volontariste dans la période face aux coups portés, et que le travail collectif et notamment celui du BN va primer.

- C'est avec ce souci là, de transparence et de démocratie que, je voudrais vous donner un certain nombre de précisions qui attirent à moi car le débat pourrait venir en CN.

Vous savez sans doute, même si ce n'est pas l'évènement majeur de ce début d'année, que je viens d'être élue au Comité National du PCF.

- Je tiens à préciser que ce n'est pas cet évènement qui vient motiver mon départ de la présidence de l'UNEF. Ma décision de laisser mes responsabilités je l'avais prise en juin dernier, explicable par le fait qu'il me faut du temps pour parachever la rédaction de ma thèse (incompatible avec la présidence de l'UNEF) et ensuite parce qu'il me semble qu'il faut partir au bon moment et je rappelle que j'ai 28 ans.

C'est donc parce qu'ayant préalablement pris cette décision de quitter l'UNEF, que j'ai accepté la proposition qui m'était faite par le PCF.

Ce choix, il faut le prendre pour ce qu'il est, un choix personnel.

Je crois et je tiens à l'indépendance syndicale mais je ne pense pas que cela implique que nous en soyons moins citoyens, que nous n'ayons pas d'opinions à faire prévaloir.

Non, il me semble au contraire que la meilleure garantie d'indépendance syndicale, c'est d'avoir un BN et un CN majeurs, une démarche et une orientation syndicales vivantes. Je ne m'inquiète donc pas pour l'UNEF, encore moins pour son avenir.

- Bien évidemment, je pense que c'est étant encore mieux ouvert à ce qu'est notre orga dans sa diversité, en débattant et en décidant sur le fond, relativement à notre pratique syndicale, que nous devons continuer à avancer. C'est dans ce sens, que le BN impulsera la préparation du 78ème congrès de l'UNEF.